



Le 7 novembre 2007

SOMMET CONNECTER L'AFRIQUE

Résultats

Le Sommet Connecter l'Afrique, qui s'est déroulé à Kigali (Rwanda) les 29 et 30 octobre 2007, a rassemblé 1036 participants de 54 pays, dont six Chefs d'Etat et de gouvernement. Quarante-trois pays africains y ont été représentés, dont 23 au niveau ministériel. Une vingtaine de grandes compagnies du secteur y ont participé, ainsi que des banques de développement, des organisations internationales et d'autres parties prenantes.

Ce Sommet s'est tenu sous le haut patronage de M. Paul Kagame, Président du Rwanda, ainsi que de Son Excellence M. John Kufuor, Président de l'Union africaine et Président du Ghana, représenté par M. Alpha Konaré, Président de la Commission de l'Union africaine. Il a été organisé par l'Union internationale des télécommunications, l'Union africaine, le Groupe de la Banque mondiale et l'Alliance mondiale des Nations Unies pour les TIC au service du développement (GAID), en partenariat avec la Banque africaine de développement, l'Union africaine des télécommunications, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Fonds mondial de solidarité numérique.

Après la cérémonie d'ouverture, les chefs d'Etat et de Gouvernement présents, à savoir ceux du Rwanda, du Burundi, du Burkina Faso, de Djibouti, du Malawi et du Sénégal, se sont adressés aux participants dans le cadre d'une session spéciale. Chacun d'eux a décrit ce qu'il attendait de ce Sommet et s'est engagé à apporter son plein appui à l'initiative Connecter l'Afrique. Puis, pendant deux jours, les délégués ont participé à une série de sessions interactives (<http://www.itu.int/ITU-D/connect/africa/2007/summit/programme.html>) et ont débattu de différents thèmes: réseaux TIC large bande, connectivité en zone rurale, renforcement des capacités, applications et services, et mise en place d'un environnement propice. Des experts ont présenté des documents d'information dans le cadre de chaque session.

Ce Sommet avait pour principal objectif de mobiliser les ressources humaines, financières et techniques nécessaires pour remédier aux insuffisances criantes de l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur le continent, en vue de faciliter l'établissement de connexions et la création d'applications et de services à des conditions abordables afin de stimuler la croissance économique, l'emploi et le développement sur l'ensemble du continent. Ainsi, ce Sommet contribuera à accélérer la mise en oeuvre des objectifs fixés en matière de connectivité par le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) et, à son tour, facilitera la réalisation, à l'horizon 2015, des Objectifs du Millénaire pour le développement énoncés par les Nations Unies pour l'Afrique. Il tirera parti d'activités existantes, qu'il renforcera, comme les initiatives phares de la Conférence ministérielle de l'Union africaine sur le CIT (en application du Plan d'action régional africain sur l'économie du savoir ou ARAPKE), ainsi que les programmes du Plan d'action à court terme du NEPAD, et d'autres initiatives analogues sur le continent.

Les objectifs du Sommet Connecter l'Afrique

Afin de renforcer et d'accélérer la mise en oeuvre des objectifs du SMSI, cinq objectifs pour Connecter l'Afrique, compte tenu des enjeux et perspectives de la région, ont été présentés aux participants, qui les ont avalisés. Ces objectifs avaient été auparavant approuvés par des ministres et des experts des administrations des pays africains (voir l'Annexe):

- **Objectif 1:** Interconnecter toutes les capitales et grandes villes africaines à l'infrastructure TIC large bande et renforcer la connectivité avec le reste du monde à l'horizon 2012.
- **Objectif 2:** Connecter les villages africains aux services TIC large bande à l'horizon 2015 et mettre en œuvre des initiatives qui encouragent l'accès partagé telles que des télécentres communautaires et des téléphones de village.
- **Objectif 3:** Adopter des mesures réglementaires fondamentales qui contribuent à promouvoir un accès abordable et généralisé à toute une gamme de services TIC large bande, y compris les pratiques d'octroi de licences/d'autorisation qui ne privilégient aucune technologie ni aucun service, l'attribution de fréquences radioélectriques à de multiples prestataires concurrentiels de services hertziens large bande, la création de points d'échange Internet (IXP) et la concurrence dans la fourniture de la connectivité Internet internationale.
- **Objectif 4:** Appuyer le développement de compétences TIC en nombre suffisant pour répondre aux besoins de l'économie du savoir, en particulier par la création d'un réseau de centres d'excellence TIC dans chaque sous-région du continent africain et par la création de centres de renforcement des capacités TIC et de formation aux TIC dans chaque pays, en vue d'établir un vaste réseau de centres réels et virtuels reliés les uns aux autres, tout en assurant la coordination entre les milieux universitaires et les professionnels du secteur, à l'horizon 2015.
- **Objectif 5:** Adopter une cyberstratégie nationale, dont un cadre de cybersécurité, et mettre en œuvre au moins un service modèle d'administration publique en ligne, ainsi que des services de cyberenseignement, de commerce électronique et de cybersanté utilisant des technologies accessibles dans chaque pays d'Afrique, à l'horizon 2012, en vue de mettre de multiples services d'administration publique en ligne et d'autres services en ligne à la portée de tous, à l'horizon 2015.

Engagements du Sommet

Pour contribuer à la réalisation des objectifs du Sommet Connecter l'Afrique, de nombreux participants ont annoncé à cette occasion d'importants engagements, d'un montant total de quelque 55 milliards USD:

- Les opérateurs de téléphonie mobile de l'Association GSM ont annoncé l'apport de 50 milliards USD d'ici à 2012 sous forme de nouveaux investissements pour étendre et moderniser les réseaux sur l'ensemble du continent. Cette somme s'ajoute aux plus de 35 milliards USD investis ces dernières années en Afrique subsaharienne.
- Le Groupe de la Banque mondiale a déclaré qu'il avait l'intention de doubler le montant qu'il consacre aux TIC en Afrique. En effet, le montant de son programme d'investissement actuel, qui atteignait 1 milliard USD au cours des cinq dernières années, sera porté à 2 milliards USD d'ici à 2012. Ce financement continuera de promouvoir la participation du secteur privé tout en soutenant les partenariats public-privé pour remédier aux insuffisances du marché, l'accent étant mis sur l'accès abordable à l'Internet haut débit. Cet engagement fait suite à la récente annonce relative au Programme d'infrastructure des communications

régionales, à hauteur de 424 millions USD, pour les pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ainsi qu'au financement par la SFI du système de câbles sous-marins en Afrique de l'Est (projet EASSy), conjointement avec plusieurs partenaires, dont la Banque africaine de développement.

- La Commission européenne a annoncé l'établissement d'un partenariat Union européenne-Afrique pour les infrastructures afin de promouvoir les réseaux transafricains facilitant l'interconnectivité. Un Fonds d'affectation spéciale pour l'Afrique, créé conjointement avec la Banque européenne d'investissement et dix Etats Membres de l'Union européenne, a été doté de quelque 100 millions d'euros sous forme de subventions et de quelque 260 millions d'euros sous forme de prêts pour la période 2007-2008. Après la phase de démarrage, ce Fonds sera réapprovisionné de manière substantielle à la fin de l'année 2008. Il financera des projets transfrontières ou nationaux qui auront des retombées tant sur le plan régional que sur le plan continental dans le secteur des TIC, de l'énergie, de l'eau et des transports. En outre, l'Union européenne a annoncé qu'elle verserait six millions d'euros pour soutenir les initiatives prises par l'UIT dans le cadre de la réforme de la réglementation en Afrique.
- La Banque africaine de développement a augmenté ses investissements d'infrastructure et, à ce titre, devrait investir 60% des sommes qu'elle accorde à des conditions préférentielles dans les infrastructures, y compris dans le secteur des TIC, au cours des trois prochaines années. Elle a investi près de 65 millions USD dans deux grands projets régionaux d'infrastructure: RASCOM et EASSy. Elle continuera à privilégier le développement de projets d'intégration régionale et d'expansion du secteur privé par l'intermédiaire des instruments dont elle dispose, par exemple le NEPAD, avec le Fonds de préparation de projets d'infrastructure et l'initiative pour le soutien renforcé au secteur privé africain.
- La création de nouveaux centres d'excellence (conformément à l'objectif 4) a été annoncée par le Rwanda et la Tunisie, avec l'appui de la Banque africaine de développement. L'Espagne a pour sa part annoncé le versement d'un million d'euros à l'UIT pour la création d'un centre d'excellence pour les pays africains hispanophones et lusophones, ainsi que pour le financement de bourses et de stages pour les jeunes dans le secteur des TIC et le soutien aux centres de formation aux TIC.
- L'UIT et la BAD ont annoncé leur collaboration en vue de relier toutes les capitales et grandes villes africaines aux infrastructures large bande et de renforcer leurs connexions avec le reste du monde d'ici à 2012. L'UIT et la BAD entreprendront conjointement des études de faisabilité et élaboreront des avant-projets qui seront examinés par les partenaires financiers, dont les membres du Consortium africain pour l'infrastructure. L'UIT et la BAD ont également convenu de collaborer pour aider les pays à élaborer des politiques et réglementations visant à encourager de nouveaux investissements d'infrastructure dans le secteur des TIC.

Pour en savoir plus sur d'autres engagements, consulter le site: <http://www.itu.int/ITU-D/connect/africa/2007/commitments/index.html>.

Les coorganisateur du Sommet ont présenté, dans chaque document d'information, plusieurs recommandations visant à permettre d'atteindre les objectifs du Sommet Connecter l'Afrique et que les participants ont été invités à mettre en oeuvre, en fonction de leurs besoins spécifiques. Ces documents, qui figurent dans le programme du Sommet, peuvent être consultés sur: <http://www.itu.int/ITU-D/connect/africa/2007/summit/programme.html>.

Suivre les progrès de la réalisation des objectifs du SMSI

L'UIT et Microsoft se sont associés pour lancer, à l'occasion du Sommet, la plate-forme en ligne "ITU Global View" qui utilise le logiciel de Microsoft Virtual Earth pour présenter des projets de développement des TIC et suivre les progrès de la réalisation des objectifs du SMSI. Cette plate-forme, qui commencera à fonctionner à partir de début 2008, sera hébergée par l'UIT, mais sera ouverte à toutes les parties prenantes - gouvernements, industrie, organisations internationales et régionales et société civile - ce qui permettra à ses utilisateurs de vérifier l'état d'avancement des projets, de relever les lacunes et d'éviter les doubles emplois dans les efforts déployés en commun pour réaliser les objectifs du SMSI.

Annexe 1

CONNECTER L'AFRIQUE – RÉUNION MINISTÉRIELLE

HÔTEL SERENA, KIGALI (RWANDA)

Samedi 27 octobre 2007

1 Introduction

Dans le cadre du Sommet Connecter l'Afrique, une réunion ministérielle a eu lieu à l'hôtel Serena, Kigali (Rwanda), le 26 octobre 2007.

2 Séance d'ouverture

La réunion a été officiellement ouverte par S. E. M. Albert Butare, Ministre d'Etat du Rwanda, chargé de l'énergie et des communications, qui a souhaité la bienvenue aux ministres présents. Dans son allocution d'ouverture, il a mis en valeur les objectifs du Sommet de Kigali, soulignant qu'il s'agissait d'une initiative multi-parties prenantes et d'un Sommet devant déboucher sur des mesures concrètes.

M. Ahmed El-Sherhini, représentant le Ministre égyptien des communications et des technologies de l'information, a remercié le Gouvernement du Rwanda pour avoir accueilli ce Sommet et a aussi remercié l'UIT, en particulier son Secrétaire général, et d'autres partenaires pour l'avoir organisé. Il a signalé que l'Egypte était déterminée à contribuer au développement du continent, en raison de sa position géographique, qui fait le lien entre l'Afrique et le Moyen-Orient.

Le Dr Hamadoun I. Touré, Secrétaire général de l'UIT, a, dans ses remarques liminaires, remercié le Gouvernement du Rwanda et tous les partenaires pour leur appui et pour l'organisation du Sommet. Il a également remercié les ministres pour leur présence, soulignant qu'ils étaient venus beaucoup plus nombreux que prévu au départ, signe de la détermination des gouvernements africains. Il a également indiqué que le Sommet devrait être l'occasion d'établir des partenariats et d'encourager l'investissement et les débouchés économiques. Ce Sommet devrait donner lieu à des mesures et à des engagements concrets, et non à des recommandations et résolutions, déjà issues d'autres événements tels que le SMSI, la CMDT, etc.

3 Rapport de la réunion du Groupe d'experts

Le rapport de la réunion du Groupe d'experts tenue le 26 octobre 2007 a été présenté par Mme Alicia Makone, Secrétaire permanente adjointe du Ministère des communications, de la science et des technologies du Botswana, Rapporteur de cette réunion.

Ce rapport, qui a été adopté moyennant quelques modifications, est joint en Annexe.

4 Présentations

4.1 Le représentant de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a présenté à la réunion les recommandations issues de l'Atelier régional sur la réglementation des politiques dans le domaine des TIC, l'accès public et communautaire et la gouvernance de l'Internet, tenu à Kigali (Rwanda) les 24 et 25 octobre 2007.

4.2 Les initiatives et projets en cours relatifs à la connectivité ont ensuite été présentés, comme suit:

- Réseau UHURU et UMOJA de la Commission E-Afrique du NEPAD
- Projet TEAMS (The East Africa Marine Systems)
- Projet Eassy (East Africa Submarine System)
- Projet SEACOM
- Projet CNS/ATM du COMESA (contrôle du trafic aérien)
- Fonds de solidarité numérique.

4.3 Au cours des débats, des avis ont été exprimés sur les grandes questions suivantes:

- Nécessité de réduire le coût de l'accès à la largeur de bande internationale
- Importance pour les pays africains d'être propriétaires des câbles sous-marins
- Création d'un environnement favorable à l'investissement, par exemple grâce à l'harmonisation des cadres réglementaires
- Connectivité rurale, accès en zone rurale et accessibilité économique
- Souplesse des conditions fixées par les institutions financières
- Mise à disposition de ressources énergétiques; d'où l'éventualité de projets intégrés
- Importance de la connectivité de Terre en complément des systèmes sous-marins
- Nécessité pour les pays de faire correspondre les débouchés commerciaux avec les objectifs de développement.

5 Remarques finales et perspectives d'avenir

Le Secrétaire général de l'UIT a informé les participants que l'UIT continuerait à jouer un rôle de catalyseur pour promouvoir les résultats du Sommet et encourager les partenariats en vue de la réalisation des objectifs définis. Une évaluation annuelle sera organisée, dont la première aura lieu lors de la prochaine Exposition Africa Telecom 2008, qui se tiendra en Egypte en mai 2008. Le Secrétaire général de l'UIT a ensuite demandé aux pays d'inclure dans leurs projets nationaux à grande échelle l'élément connectivité régionale.

Le Président a demandé à l'UIT d'établir, en collaboration avec les partenaires du Sommet Connecter l'Afrique, une feuille de route pour la mise en oeuvre des résultats du Sommet.

Annexe 2

Réunion du Groupe d'experts

Kigali, 26 octobre 2007

Introduction

Dans le cadre du Sommet Connecter l'Afrique, une réunion du Groupe d'experts s'est tenue à l'Hôtel Serena, Kigali (Rwanda) le 26 octobre 2007. Des participants des pays et organisations dont la liste est fournie dans l'Annexe 1 ont assisté aux travaux de la réunion.

Cérémonie d'ouverture

La réunion a été officiellement ouverte par S. E. M. Albert Butare, Ministre d'Etat chargé de l'énergie et des communications, en présence de M. Sami Al Basheer Al Morshid, Directeur du BDT/UIT et du représentant du Ministre égyptien des communications et des technologies de l'information, Président de la Conférence ministérielle de l'Union africaine sur les TIC.

Dans son allocution d'ouverture, le Ministre a souhaité la bienvenue à tous les participants au nom du Gouvernement du Rwanda. Il a mis en évidence les buts et objectifs du Sommet de Kigali et souligné que ce Sommet était une initiative multi-parties prenantes qui a pour objet d'accélérer la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (MDG) et des résultats du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI). Il a déclaré que ce Sommet ne comportait pas d'éléments nouveaux à l'exception d'engagements concrets pris par les pays concernés ainsi que par les partenaires du développement.

Dans ses remarques, le représentant du Ministre égyptien a remercié le Gouvernement du Rwanda d'avoir accueilli la réunion et exprimé son appui à l'UIT pour avoir pris l'initiative d'organiser ce Sommet. Il a également souligné la nécessité pour les pays africains d'adopter une approche concertée en vue de réduire la fracture numérique et a mentionné le rôle important joué par la Conférence ministérielle à cet égard.

Présentation du thème et des objectifs du Sommet

L'UIT a présenté le thème et les objectifs du Sommet au nom du comité d'organisation composé des organisateurs et des partenaires. Après un rappel, les principaux objectifs du Sommet, énoncés ci-après, ont été présentés:

- un partenariat mondial multi-parties prenantes en vue de mobiliser des ressources humaines, financières et techniques, afin de remédier aux principales insuffisances relevées dans l'infrastructure des TIC en Afrique;
- un processus global visant à accélérer et à renforcer les projets et investissements en matière de TIC des secteurs public et privé;
- un Sommet devant déboucher sur des engagements et des mesures concrètes.

Par ailleurs, les objectifs ci-après de l'initiative Connecter l'Afrique ont été présentés:

Objectif 1: Interconnecter toutes les capitales et grandes villes africaines à l'infrastructure TIC large bande et renforcer la connectivité avec le reste du monde à l'horizon 2012.

Objectif 2: Connecter les villages africains aux services TIC large bande à l'horizon 2015 et mettre en œuvre des initiatives qui encouragent l'accès partagé telles que des télécentres communautaires et des téléphones de village.

Objectif 3: Adopter des mesures réglementaires fondamentales qui contribuent à promouvoir un accès abordable et généralisé à toute une gamme de services TIC large bande, y compris les pratiques d'octroi de licences/d'autorisation qui ne privilégient aucune technologie ni aucun service, l'attribution de fréquences radioélectriques à de multiples prestataires concurrentiels de services hertziens large bande, la création de points d'échange Internet (IXP) et la concurrence dans la fourniture de la connectivité Internet internationale.

Objectif 4: Appuyer le développement de compétences TIC en nombre suffisant pour répondre aux besoins de l'économie du savoir, en particulier par la création d'un réseau de centres d'excellence TIC dans chaque sous-région du continent africain et par la création de centres de renforcement des capacités TIC et de formation aux TIC dans chaque pays, en vue d'établir un vaste réseau de centres réels et virtuels reliés les uns aux autres, tout en assurant la coordination entre les milieux universitaires et les professionnels du secteur, à l'horizon 2015.

Objectif 5: Adopter une cyberstratégie nationale, dont un cadre de cybersécurité, et mettre en œuvre au moins un service modèle d'administration publique en ligne, ainsi que des services de cyberenseignement, de commerce électronique et de cybersanté utilisant des technologies accessibles dans chaque pays d'Afrique, à l'horizon 2012, en vue de mettre de multiples services d'administration publique en ligne et d'autres services en ligne à la portée de tous, à l'horizon 2015.

En plus de la présentation générale, les documents d'information ci-après du Sommet ont été distribués aux participants:

- 1) Un projet pour connecter l'Afrique
- 2) Infrastructure large bande en Afrique
- 3) Elargir l'accès rural aux TIC en Afrique
- 4) Services, contenu et renforcement des capacités
- 5) Mise en place d'un environnement propice aux investissements.

Les participants ont examiné les conclusions et les recommandations des documents précités et ont discuté des cinq objectifs proposés pour le Sommet. La question du financement des résultats attendus du Sommet a également été débattue. De plus, il a été souligné qu'il fallait examiner plus avant la possibilité d'apporter de nouvelles améliorations et innovations aux mécanismes de financement, y compris ceux qui sont indiqués au paragraphe 27 de l'Agenda de Tunis pour la société de l'information. A cet égard, le Sommet devrait inviter instamment toutes les parties prenantes, en particulier les Etats africains, à adhérer au Fonds mondial de solidarité numérique (DSF), en contribuant à son financement et à mettre en œuvre la "contribution de 1% au titre de la solidarité numérique".

Les participants sont tombés d'accord sur l'énoncé général des objectifs proposés pour le Sommet, en tant que grandes lignes directrices qui pourraient contribuer à l'objectif ultime du développement de l'infrastructure des TIC en Afrique. Ils ont également reconnu que ce Sommet devrait déboucher sur des engagements et des mesures concrètes qui devront être pris par les partenaires du développement, les organismes des Nations Unies ainsi que les institutions financières, afin d'aider les pays africains à atteindre les objectifs identifiés dans le cadre du Sommet.

Conclusions et recommandations

Compte tenu des discussions qui ont eu lieu au sujet de la présentation et des documents d'information du Sommet, les participants sont convenus de soumettre les buts et objectifs précités à la réunion ministérielle, pour examen.